

## Le délire est encore pire que le déni.

*(texte écrit en juin 2016 en réplique aux déclarations de personnalités souverainistes et remanié en juillet 2017).*

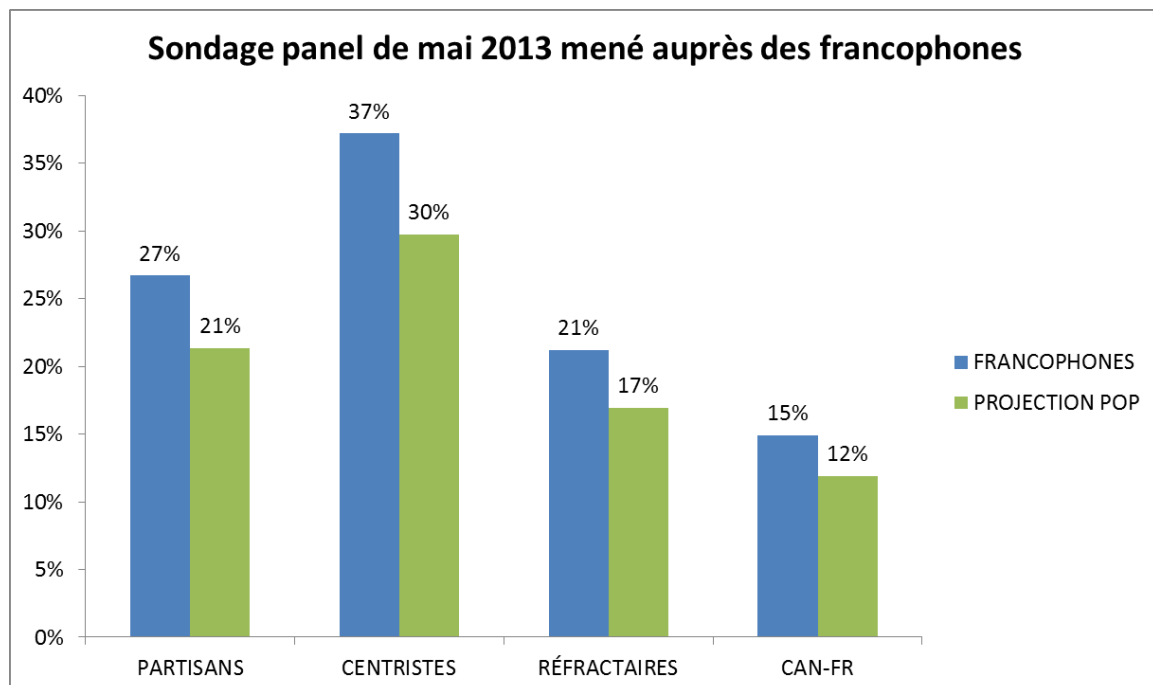
Les envolées lyriques n'ont jamais constitué une stratégie. Au contraire, elles peuvent même mener tout droit à la défaite, s'il n'y a pas de plan de bataille. Or pour se donner un tel plan encore faut-il connaître le terrain. Je veux bien écouter toutes les tirades de nos preux chevaliers de l'indépendance, mais je ne veux pas me retrouver à Azincourt.

Il faut donc, avant d'entreprendre la troisième période de la partie référendaire, connaître ce qu'il en est de l'électorat. Il faut avoir un modèle qui soit un peu plus élaboré que des incantations. Car de quoi parlons-nous ici ?

Peut-on décrire avec le moins de partisanerie possible et le plus d'objectivité les contours de l'électorat québécois en s'appuyant sur des observations rigoureuses et plusieurs fois validées ? À moins que le pifomètre sinon les prédictions des Jojos Savard servent désormais de mesures !

Après plus de 25 années d'observations et d'analyses de l'électorat québécois au sein du Groupe de recherche sur l'opinion publique, je peux oser proposer un modèle qui tient la route. Comme pour tout modèle, il n'est pas parfait, car il simplifie le réel, mais au moins c'est un modèle qui apparaît soutenu par des observations quantifiables.

Quelles sont donc les caractéristiques des composantes identifiées dans ce modèle de l'électorat québécois ? En voici une brève présentation mise à jour à partir des dernières données que j'ai pu collecter lors d'une enquête quantitative menée en 2013 auprès de l'électorat francophone.



**LES PARTISANS** : ce sont des électeurs à gauche pour le libéralisme économique et ouverts pour les valeurs morales. Ils forment la constellation des souverainistes décidés et une partie de la constellation des souverainistes modérés. Ils proviennent majoritairement du groupe d'électeurs de moins de 65 ans actifs de la typologie de Gagné & Langlois<sup>1</sup> et formant ce que ces derniers appellent le « groupe porteur ». Ils ont un sentiment identitaire fort et se considèrent Québécois. Bon nombre d'entre eux croient que leur groupe national est déprécié par les autres groupes nationaux. Dans l'ensemble, ils n'estiment pas possible de réformer le fédéralisme canadien. Ils forment le noyau dur du camp souverainiste. En mai 2013, ils formaient 27 % de l'électorat francophone (21 % du total).

**LES CENTRISTES** (ou apolitiques) : comme leur nom l'indique, ils se retrouvent majoritairement au sein de la constellation des centristes et débordent dans les constellations des fédéralistes et souverainistes modérés. Ils proviennent en bonne partie du groupe des électeurs francophones de moins de 65 ans — et plus particulièrement depuis quelques années des moins de 35 ans. Ils ne sont pas à droite pour le libéralisme économique<sup>2</sup> et se montrent plutôt ouverts pour les valeurs morales. S'ils se disent majoritairement Québécois, leur sentiment identitaire demeure faible. Ils sont peu intéressés par l'actualité, se sentent incompétents politiquement et changent facilement d'allégeance partisane. Toutefois, leurs intentions électorales apparaissent aussi volatiles que leur appui à la souveraineté. En mai 2013, ils comptaient pour 37 % de l'électorat francophone (30 % du total).

**LES RÉFRACTAIRES** : ce sont essentiellement des francophones s'identifiant comme Canadiens. Ils proviennent en bonne partie du groupe des électeurs du groupe porteur (GL1). Ils sont à droite pour le libéralisme économique et relativement ouverts pour les valeurs morales. Ce ne sont pas des normatifs. Ils ont un sentiment identitaire fort et considèrent que leur groupe d'appartenance est bien apprécié des autres groupes nationaux. Plus de 56 % des réfractaires se positionnent comme fédéralistes en regard de la question nationale. En mai 2013, ils comptaient pour 21 % de l'électorat francophone (17 % du total) et c'était dans la région de Québec où l'on en trouvait la plus forte proportion.

**LES CANADIENS FRANÇAIS** : ils sont à droite en termes d'adhésion à l'idéologie de marché et conservateurs sur le plan moral. Très religieux, ils adhèrent fortement au respect de l'autorité et des normes. Âgés, peu instruits, ils composent le gros du groupe des inactifs les plus âgés décrits par Gagné-Langlois (GL4). Ils possèdent un sentiment identitaire fort et croient que leur groupe d'appartenance est apprécié par les autres groupes nationaux. 54 % d'entre eux sont des fédéralistes et 27 % sont des souverainistes. Plus des deux tiers de ce contingent d'électeurs

---

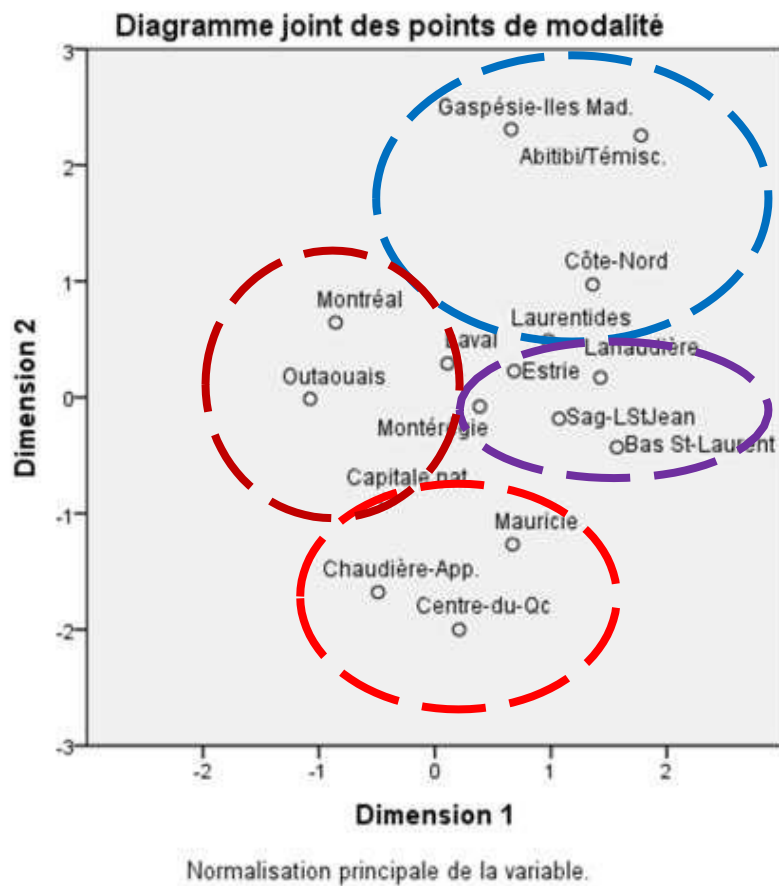
<sup>1</sup> Gagné, Gilles et Langlois, Simon (2002), *Les raisons fortes*, Presses de l'Université de Montréal, 192p. Remis à jour en 2005 : Gagné et Langlois distinguent un premier groupe (GL1) formé par la population active francophone âgée de 18 à 64 ans et constituant, selon eux, le groupe porteur du projet souverainiste au Québec. Le deuxième groupe (GL2) comprend les électeurs francophones âgés de 18 à 64 ans inactifs à faibles revenus c.-à-d. vivant des situations d'exclusion socio-économique. Le troisième groupe (GL3) englobe les électeurs francophones âgés de 65 ans et plus actifs dans la société, son décompte étant marginal, il est ignoré dans cette enquête. Le quatrième groupe (GL4) est également formé d'électeurs âgés de 65 ans et plus, mais inactifs (essentiellement des retraités). Le cinquième groupe (GL5) est composé d'électeurs non francophones âgés de moins de 65 ans. Enfin, le sixième groupe (GL6) rassemble les électeurs non francophones de 65 ans et plus.

<sup>2</sup> Boy, Daniel et Mayer, Nonna (1997), *L'électeur a ses raisons*, Presse de sciences Po, Paris, 408 p. Le libéralisme économique concerne le niveau d'agrément à l'économie de marché.

sont des femmes et 43 % des retraités dont les revenus sont peu élevés. En mai 2013, ils composaient 15 % de l'électorat francophone (12 % du total).

**LES NON FRANCOPHONES** : s'identifiant comme Canadien d'abord, ils se répartissent en deux groupes distincts. Les moins de 55 ans comprennent une proportion plus élevée de Québécois issus de l'immigration de première ou deuxième génération, tandis que le groupe plus âgé comprend une plus forte proportion de gens dont la langue maternelle est l'anglais. Ce sont très majoritairement des fédéralistes opposés à la souveraineté du Québec. Ils forment le cinquième de l'électorat du Québec.

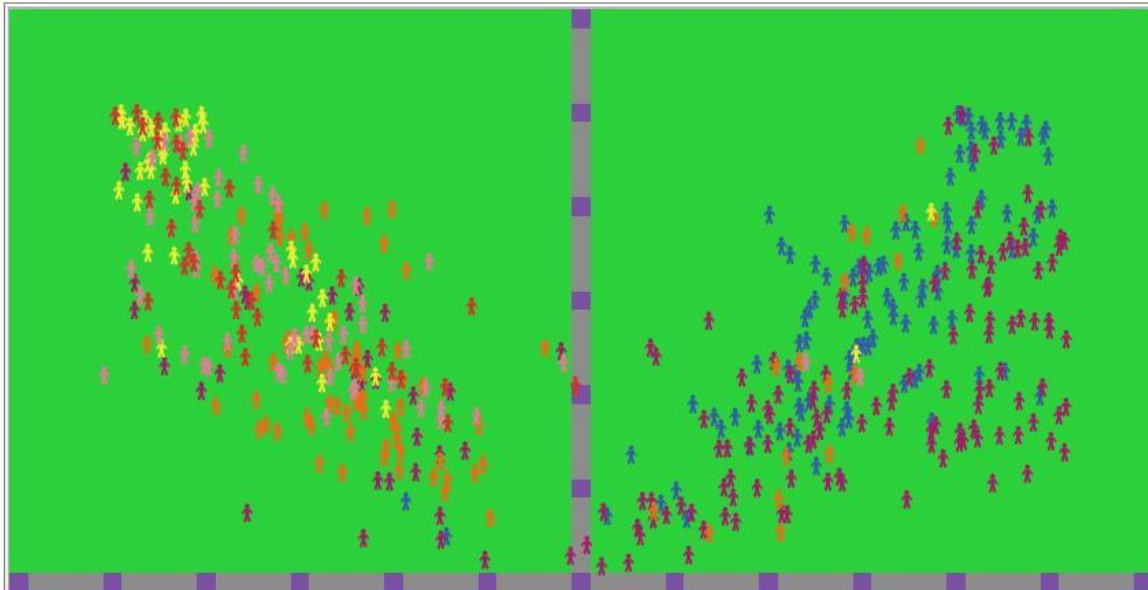
Ce sont ces composantes qu'il faut rallier avant de penser pouvoir gagner un référendum. Or, la distribution des appuis au sein du Québec n'est pas homogène sur cette question. Des différences régionales importantes le scindent en au moins quatre grandes zones comme l'illustre la figure suivante. Une première regroupe les régions où le nombre d'électeurs favorables à la souveraineté du Québec apparaît élevé (bleu), une seconde regroupe des régions où l'électorat s'il apparaît nationaliste, demeure néanmoins centriste (mauve), une troisième regroupe des régions composées d'électeurs modérément fédéralistes (rouge clair) et une quatrième réunit des régions où les proportions d'électeurs fédéralistes demeurent élevées (rouge foncé).



J'ai entrepris le développement à partir de 2007 d'un système multi-agents (modèle ABS de l'anglais, *Agents Based Modeling*) afin de simuler le comportement électoral de l'électorat à partir du modèle présenté précédemment.

[Ce système multi-agents](#) incorporant le modèle que je viens de décrire est simulé par 500 agents interagissant les uns avec les autres, chaque agent pouvant être « influencé » par 5 autres agents. La figure suivante présente le résultat d'une simulation issue de ce modèle.

Le graphique de la partie supérieure de la figure présente la distribution des agents après plusieurs itérations ayant conduit le simulateur à un pourcentage majoritaire en faveur de la souveraineté. Sur cette illustration, les partisans sont représentés en bleu, les centristes en mauve, les réfractaires en orange, les canadiens-français en jaune, les allophones en rose et les anglophones en rouge. Le camp du OUI est situé à la droite de l'abscisse et le camp du NON sur sa gauche. Évidemment, il faut faire « rouler » le modèle un grand nombre de fois pour obtenir un portrait réaliste : dans cet exemple-ci, 100 fois. On constate alors que pour obtenir 51% d'appuis à la souveraineté, il faut que la très grande majorité des « partisans » demeurent favorables (81 %). Par ailleurs, près des trois quarts des « centristes » doivent devenir favorables (72 %), de même que plus du tiers des « Réfractaires » (41 %) et d'un peu moins du tiers des Canadiens-français (30 %), il faut également que plus d'un non francophone sur dix y adhère (12 %).



Aussi bien dire que le défi apparaît de taille de rallier une telle diversité d'électeurs à l'horizon d'un éventuel prochain rendez-vous référendaire. Faut-il dans ces conditions foncer tête baissée ou recadrer la question nationale ?

Pour ce faire, l'on peut tirer des leçons passées et de notre compréhension de l'évolution d'un système complexe quelques règles qui pourraient bien s'appliquer à une tentative de prospective de la question nationale.

J'en tirerai trois. Les deux premières sont des principes connus depuis longtemps en biologie<sup>3</sup> et en psychologie du développement cognitif<sup>4</sup> : l'assimilation et l'accommodation. Brièvement, l'assimilation correspond à la résilience d'un système soumis à des contraintes pouvant être absorbées sans remise en cause du fonctionnement général du système. L'accommodation survient lorsque, passé un certain seuil, ces contraintes font basculer le système vers un nouvel état d'équilibre impliquant des modifications en profondeur du système.

La troisième règle découle de la deuxième. Pour qu'il y ait accommodation, il faut qu'il se produise une crise suffisamment forte dépassant les capacités assimilatrices d'un système et induisant un changement brusque d'état auquel le système ne pourra répondre que par sa propre transformation. Les crises peuvent être d'intensités variables et de durées fort différentes. Mais elles constituent une condition nécessaire, quoique souvent non suffisante, pour entraîner une telle reconfiguration. Les communautés humaines n'échappent pas à ces règles : des processus d'accommodation au fil de de l'Histoire se sont imposés comme autant de chocs ou de révolutions transformant les sociétés.

Le Québec a connu par le passé sa part de crises ayant généré de telles bifurcations dans son évolution historique. La dernière en liste fut celle produite par la tentative infructueuse de réconciliation ayant mené à l'échec du lac Meech. Il est fort probable que si ce processus avait abouti à une ratification par tous les parlements provinciaux avant juin 1990, le Québec n'aurait connu ni un deuxième ni un troisième référendum.

Rétrospectivement, on doit comprendre que la crise créée par l'échec de Meech n'aura pas été d'une ampleur suffisante de manière à permettre une reconfiguration constitutionnelle allant d'ailleurs autant dans un sens que dans l'autre. Prospectivement, il en découle que seule une situation de crise suffisamment perturbante pourrait enclencher un processus d'accommodation pouvant déboucher sur une transformation du cadre politique et constitutionnel.

Des crises initiées par les acteurs politiques ? Il est plus probable que celles-ci résulteront des contraintes accumulées par notre civilisation qui finiront par nécessité de fortes capacités d'accommodation<sup>5</sup>. Car les débats concernant la question référendaire apparaissent oiseux en regard de ces enjeux, non pas que la question nationale ait perdu toute pertinence, mais son inclusion dans les problématiques actuelles semble, pour le commun des mortels, de plus en plus éloignée des préoccupations de l'heure.

Pourtant, il n'y a pas loin de la coupe aux lèvres, si l'on se donne la peine de l'envisager d'une manière toute pragmatique. Une très forte proportion d'électeurs francophones sont toujours séduits par ce que Pierre Drouilly appelait « la grande illusion », à savoir qu'il serait possible de réformer le fédéralisme canadien de manière à satisfaire à la fois le Québec et le reste du Canada. Rappelons que près des trois quarts des électeurs les moins politisés

---

<sup>3</sup> Gauthier, J.-Y., Lefevre, J.-C., Richard, G., Trehen, P. (1978) *Écoéthologie*, édition Masson, Paris.

<sup>4</sup> Piaget, J. et Inhelder, B. (1975) *La psychologie de l'enfant*, édition PUF, col. Que-sais-je ? No.369

<sup>5</sup> Il faut lire à ce sujet *Comment tout peut s'effondrer* de Pablo Servigne et Stevens Raphaël, édition Seuil, 2015

adhèrent à cette opinion et près de la moitié des souverainistes modérés. Sans compter que cette proportion est devenue particulièrement élevée auprès des moins de 35 ans.

Il faut donc faire tomber les masques si nous désirons qu'une majorité d'électeurs constate qu'il est illusoire de croire que le Canada demeure disposé à nous reconnaître comme une nation avec tout ce qui en découle. Or l'actualité nous propose sur un plateau d'argent un enjeu qui pourrait dessiller les yeux de nos compatriotes, un enjeu aussi important que le fut la construction du chemin de fer à la fin du XIXe siècle au profit de l'oligarchie britannique et contre laquelle se levèrent les Métis de l'Ouest. Il s'agit évidemment de la traversée de notre territoire national par l'oléoduc Energie-Est de TransCanada.

Ce projet pharaonique directement connecté aux puissants intérêts de la ploutocratie de Bay Street et provenant d'une industrie délétère à plus d'un égard est vital pour les pétrolières des sables bitumineux. Parcourant le Québec habité le long du Saint-Laurent de Rigaud jusqu'à Saint-Augustin-de-Desmaures, puis coupant le fleuve pour se poursuivre dans les Appalaches pour ensuite foncer vers le Nouveau-Brunswick, ce pipeline de grande capacité traversera plus de 860 cours d'eau, dont certains parmi les plus importants affluents du fleuve Saint-Laurent. Ne créant qu'une poignée d'emplois, le pétrole qui coulera dans ce tuyau en plus d'être l'un des plus nocifs pour l'environnement est strictement destiné à l'exportation.

Sur le plan symbolique, ce projet s'apparente, par ses expropriations, à un viol porté à notre corps territorial. Sur le plan identitaire, il s'attaque au cœur même de notre nation menaçant la vallée du Saint-Laurent. C'est pourquoi il suscite déjà tant de rejet parmi les nôtres.

Or le temps presse, l'échéancier révisé à la suite de l'élection de Justin Trudeau conduit à une acceptation du projet pour le premier semestre de 2018 et le début de la construction dans les mois qui suivent, bref à quelques mois de l'élection d'octobre, sans que jamais la population ne soit formellement consultée sur ce projet.

Ironie supplémentaire, pour le rejet du projet Northern Gateway vers l'Ouest, le refus des nations autochtones de Colombie britannique a servi de motif à l'abandon de ce projet. Qu'en serait-il de la principale nation minoritaire de la fédération canadienne, c.-à-d le peuple québécois ? Aussi, je propose de consulter la population lors d'un référendum sur l'acceptabilité d'un tel projet ?

Un tel engagement mettrait le gouvernement Couillard encore plus en porte-à-faux avec un large secteur de la population, le montrant comme un gouvernement uniquement voué au service du 1 %. Il permettrait même d'obtenir le soutien d'une partie des non-francophones soucieux des questions environnementales. Enfin, de nombreuses institutions de la société civile appuieront une consultation de la population sur un tel enjeu. Un tel engagement électoral au fur et à mesure que l'actualité se fera plus pressante (audiences du BAPE, de l'ONE, manifestations contre ce projet, désobéissance civile de certains) deviendra un

argument de plus en plus pesant en faveur de la tenue d'une telle consultation, en plus de montrer qu'un référendum peut servir le bien commun, en réhabilitant la tenue.

Les quelques sondages menés depuis deux ans sur cet enjeu montrent qu'une large fraction de la population s'y oppose déjà. En novembre 2014, une enquête menée par des chercheurs de l'Université de Montréal révélait déjà que « les citoyens de la province étaient majoritairement opposés au mégaprojet de pipeline Énergie Est »<sup>6</sup>. Un autre sondage rendu public un an plus tard et réalisé pour le compte des groupes Nature Québec, Équiterre, Greenpeace et de la Fondation David Suzuki<sup>7</sup> montrait que 57 % des Québécois étaient en désaccord avec ce mégaprojet. Chez les francophones cette opposition atteignait 61 % et dans la populeuse région de Montréal 60 %. C'est dans la région de Québec où les appuis apparaissent les plus faibles avec néanmoins une majorité de 51 % rejetant ce projet.

On peut donc s'attendre à des résultats référendaires où une majorité d'électeurs rejeterait ce projet. Quelles seraient donc les réactions du reste du Canada et du gouvernement fédéral ? Il y a fort à parier, compte tenu des intérêts en jeu, qu'ils ne voudront pas tenir compte des résultats et tenteront d'imposer leur décision malgré le refus clairement exprimé par notre nation. Ce faisant, ils feront tomber les masques révélant leur vraie nature. Une telle conjoncture donnerait une vue assez claire à nos compatriotes sur l'ouverture du Canada envers notre peuple. Ceux-ci pourraient alors assez rapidement faire un choix final.

Pierre-Alain Cotnoir

Juillet 2017

---

<sup>6</sup> Le Devoir, 21 novembre 2014, Alexandre Shields

<sup>7</sup> Le Soleil, 25 novembre 2015, Erich Labbé